

# ARRÊTÉ

Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
  - VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
  - VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
  - VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
  - VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
  - VU la loi n° 83-630 du 12 Juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
  - VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
  - VU le récépissé de déclaration du 18 avril 1989 délivré à M. Gilles MONJARET demeurant au bourg de COHINIAC pour l'exploitation à SAINT-DONAN au lieu-dit "La Ville Neuve" d'un élevage de 12.000 volailles, installation classée pour la protection de l'environnement ;
  - VU la demande présentée par l'exploitant en vue de l'extension de cet élevage par la création d'un nouveau poulailler d'une capacité de 39.000 volailles, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
  - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
  - VU les résultats de l'enquête publique ;
  - VU les délibérations des conseils municipaux de COHINIAC (7 octobre 1992), LE FOEIL (22 septembre 1992), PLOUFRAGAN (8 septembre 1992) ;
  - VU les avis des chefs de services départementaux de l'Agriculture, de la Protection Civile, émis respectivement les 14 septembre 1992, 31 juillet 1992 et celui du Directeur des Affaires Locales en date du 25 août 1992 ;
  - VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 6 janvier 1993 ;
  - VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 29 janvier 1993 ;
  - VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - a) Le récépissé de déclaration susvisé du 18 avril 1989 est abrogé.

b) M. Gilles MONJARET demeurant à SAINT-DONAN au lieu-dit "La Ville Neuve" est autorisé à exploiter un élevage de volailles à cette adresse (section E n° 556) dont les bâtiments et les stockages de déjections sont implantés à plus de 100 m du tiers le plus proche et à plus de 50 m d'un cours d'eau.

ARTICLE 2 - La capacité maximale de l'élevage classé sous la rubrique n° 58-6° de la nomenclature sera de 51.000 volailles de plus de un jour en présence instantanée, à savoir :

- élevage existant : 12.000 poulets de chair
- élevage à créer : 39.000 poulets de chair

ARTICLE 3 - Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) observation des prescriptions ci-jointes de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 et de celles annexées à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1990 lorsqu'elles ne sont pas contraires aux premières ;

2°) conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus

3°) l'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière ;

4°) évacuation régulière des fientes vers la zone d'épandage après chaque fin de bande ;

5°) Application des prescriptions législatives et réglementaires édictées pour l'hygiène et la sécurité des travailleurs ;

6°) dératisations et désinsectisations périodiques ;

7°) l'accès à tous cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

ARTICLE 4 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 - Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 - Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de SAINT-DONAN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Gilles MONJARET.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Gille MONJARET dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 - "Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de SAINT-DONAN,  
Le Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Gilles MONJARET pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administrative ou de police, ainsi qu'aux Maires de LE FOEIL, PLOUFRAGAN, COHINIAC, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 19 AVR. 1993

Le PREFET,  
**Pour le PREFET,**  
Le Secrétaire Général,

Signé : Philippe SABLAYROLLES

Pour copie conforme  
L'Attaché de Préfecture



M. Gilles MONJARET